

D'AUGMENTER DE 2 MILLIONS D'ECUS PAR AN EN 1984 ET 1985 LES MONTANTS SUSCEPTIBLES D'ETRE ATTRIBUES A LA LIQUEFACTION ET A LA GAZEIFICATION.

SUR LE VOLET SOCIAL CHARBON, LE CONSEIL ENERGIE S'EST MIS D'ACCORD SUR LE TRANSFERT DE 60 MILLIONS D'ECUS EN 1984 DU BUDGET GENERAL AU BUDGET CECA.

LE CONSEIL A RAPPELE QUE LES INVESTISSEMENTS POUR LES COMBUSTIBLES SOLIDES ETAIENT UN ELEMENT ESSENTIEL DE LA STRATEGIE ENERGETIQUE DE LA COMMUNAUTE. LA COMMISSION REEXAMINERA SA PROPOSITION ET ABANDONNERA LA PARTIE RELATIVE A L'AIDE AU DESTOCKAGE.

1.2 CONSEIL 'PECHE' (24 MAI)

A) MESURES INTERNES

DANS L'ATTENTE D'UNE REPRISE DES CONSULTATIONS AVEC LA NORVEGE, LE CONSEIL A FIXE PROVISoireMENT LES QUOTAS POUR LE STOCK DE HARENGS DE LA MER DU NORD ET EST CONVENU DE PRENDRE AVANT LE 15 SEPTEMBRE UNE DECISION POUR L'ESPROT ET LES PRISES ACCESSOIRES DE LA PECHE AU TACAUD NORVEGIEN.

B) MESURES EXTERNES

- GUYANE FRANCAISE : LE CONIEIL A MARQUE SON ACCORD SUR LE REGIME APPLICABLE DU 1ER JUIN AU 31 DLCEMBRE 84 AUX BATEAUX DES PAYS TIERS (REDUCTION DU NOMBRE DES LICENCES).
- CEE/USA : LES NEGOCIATIONS REPRENDRONT LA SEMAINE PROCHAINE A WASHINGTON POUR LE RENOUVLLLEMENT DE L'ACCORD QUI VIENT A EXPIRATION LE 30 JUIN.

1.3 BUDGET 85

M. TUGENDHAT A FAIT ADOPTER DEFINITIVEMENT L'AVANT-PROJET DE BUDGET DE LA COMMUNAUTE POUR 1985 ET EN A ENSUITE PRESENTE LES PRINCIPAUX ELEMENTS DANS LA SEANCE PLENIERE DU PARLEMENT EUROPEEN.

1.4 ACIER : RESTRUCTURATION

AU COURS D'UN ENTRETIEN AVEC LA PRESSE ACCREDITEE, M. ANDRIESEN A FAIT LE POINT DE LA RESTRUCTURATION DE LA SIDERURGIE DANS LA COMMUNAUTE (SEULS LES GOUVERNEMENTS FRANCAIS ET BRITANNIQUIL N'ONT PAS ENCORE SOUMIS LEURS PLANS A LA COMMISSION).

SELON TOUTE VRAISEMBLANCE, LES REDUCTIONS DE CAPACITE DEVRAIENT DEPASSER LES 26.7 MIO DE TONNES EXIGEES PAR LA COMMISSION ET ATTEINDRAIENT 30 MIO DE TONNES.

LA COMMISSION ESTIME QUE LA RESTRUCTURATION EST EN BONNE VOIE, CE QUI EST DANS L'INTERET NON SEULEMENT DE LA COMMUNAUTE, MAIS AUSSI DU MONDE, COMME M. ANDRIESEN N'A PAS MANQUE DE LE SOULIGNER LORS DE SA RECENTE VISITE AUX ETATS-UNIS.

EN REPONSE A UNE QUESTION SUR UNE EVENTUELLE PROLONGATION DES DELAIS PREVUS DANS LE CODE DES AIDES, IL A ETE PRECISE QUE LA COMMISSION N'A PRIS AUCUNE INITIATIVE ET QU'ELLE AURAIT A REAGIR SI DES ETATS MEMBRES FAISAIENT APPEL AUX FACULTES QU'OFFRE LE CODE A CET EGARD (IL A ETE RAPPELE QUE DE TELLES PROROGATIONS IMPLIQUERAIENT L'ACCORD DU CONSEIL ET QUE LES FERMETURES PREVUES DANS LES PLANS NATIONAUX NE PEUVENT EN AUCUN CAS ETRE REPORTEES AU DELA DU 1ER JANVIER 86).

1.5 TELEVISION SANS FRONTIERES-PIRATERIE AUDIOVISUELLE

LA COMMISSION S'EST ATTACHEE A LA MISE AU POINT ET L'ADOPTION DU "LIVRE VERT" SUR LA TELEVISION SANS FRONTIERE QUI ETAIT PRESENTE PAR M. NARJES EN ACCORD AVEC M. NATALI. LE "LIVRE VERT" ANALYSE LES PROBLEMES QUE POSENT LES EMISSIONS TRANSFRONTALIERES DE RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION, NOTAMMENT EN RAISON DU DEVELOPPLMENT PROCHAIN DES NOUVEAUX MOYENS DE TRANSMISSION DES EMISSIONS (TRANSMISSION PAR CABLES ET TRANSMISSION PAR SATELLITES). LA COMMISSION, CONFORMEMENT AUX OBJECTIFS DU TRAITE, ENTEND OBTENIR QUE SOIT REALISE UN "ESPACE DE RADIODIFFUSION" A L'ECHELLE DE LA COMMUNAUTE, CE QUI NECESSITE, D'UNE PART LE RESPECT DES DISPOSITIONS DU TRAITE DIRECTEMENT APPLICABLES ET, D'AUTRE PART, L'ADOPTION D'UN NOMBRE LIMITE DE MESURES POUR COORDONNER CERTAINS ASPECTS DE LA LEGISLATION DES ETATS MEMBRES EN MATIERE DE PUBLICITE, DE PROTECTION DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS ET DE DROIT D'AUTEUR.

LA COMMISSION A ADOPTE LES PRINCIPALES ORIENTATIONS POLITIQUES DU "LIVRE VERT". M. NARJES PRESENTERA LES PRINCIPALES OPTIONS DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPEEN LORS DE LA SEANCE FINALE DE LA PRESENTE SESSION.

DANS LE MEME DOMAINE, LA COMMISSION A EGALEMENT ADOPTE UNE PROPOSITION DE RECOMMANDATION DU CONSEIL POUR INTENSIFIER LA LUTTE CONTRE LA PIRATERIE AUDIO-VISUELLE, C'EST-A-DIRE LA REPRODUCTION NON AUTORISEE ET A DES FINS COMMERCIALS DES VIDEOGRAMMES, DES FILMS ET DES AUTRES ENREGISTREMENTS.

1.6 PRIORITES POUR LA RECHERCHE COMMUNAUTAIRE

POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME-CADRE DEJA ADOPTE, LA COMMISSION PROPOSE, EN VUE DU PROCHAIN CONSEIL "RECHERCHE", UN CALENDRIER DE PRIORITES DE MISE EN OEUVRE QUE TIENT COMPTE DES CONTRAINTES BUDGETAIRES PARTICULIERES ACTUELLES SANS REMETTRE EN CAUSE L'EQUILIBRE RECHERCHE DANS LES DIVERSES BRANCHES D'ACTIVITE.



2. ELARGISSEMENT

2.1 COOPERATION FINANCIERE AVEC L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL

LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION AU CONSEIL OU ELLE LUI PROPOSE DE MARQUER SON ACCORD AU PRINCIPE DE LA PROLONGATION DE LA COOPERATION ET D'INVITER LA BANQUE EUROPEENNE A METTRE A LA DISPOSITION DES DEUX ETATS CANDIDATS - POUR LA PERIODE DU 1ER JUILLET 84 A FIN 85, DES PRETS SUR RESSOURCES PROPRES POUR DES MONTANTS SUBSTANTIELLEMENT MAJORES.

COMPTE TENU DES RESULTATS TRES SATISFAISANTS ENREGISTRES PAR CETTE FORME DE COOPERATION, LA COMMISSION PROPOSE EGALEMENT DE MAINTENIR LES MEMES DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES RETENUS JUSQU'CI, SOIT PRINCIPALEMENT :

- MODERNISATION ET DEVELOPPEMENT DES PME INDUSTRIELLES OU TOURISTIQUES,
 - INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS ET DE COMMUNICATION AVEC LA COMMUNAUTE,
 - POLITIQUES ENERGETIQUE ET REGIONALE
- AINSI QUE - POUR LE PORTUGAL - L'AGRICULTURE ET LA PECHE.

LES PRETS DEJA ACCORDES DEPUIS 1981 S'ELEVENT A 250 MIO ECUS POUR L'ESPAGNE ET 195 MIO POUR LE PORTUGAL. LES PRETS RESTANT A ACCORDER (50 ET 30 MIO RESPECTIVEMENT) DEVRAIENT FAIRE L'OBJET DE CONTRATS NOUVEAUX DANS LES PROCHAINES SEMAINES.

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1 LA COMMUNAUTE ET L'AFRIQUE

LA COMMISSION A APPROUVE UNE COMMUNICATION DE M. PISANI ANALYSANT LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'AFRIQUE ET LE ROLE QUI REVIENT AUJOURD'HUI A L'EUROPE DANS LE DEVELOPPEMENT DU CONTINENT AFRICAIN DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE INTERNATIONALE ET EN FONCTION DES PRIORITES DEFINIES PAR LES AFRICAINS EUX-MEMES DANS LE PLAN DE LAGOS.

CET IMPORTANT DOCUMENT FAIT UN BILAN, UN DIAGNOSTIC ET DES SUGGESTIONS POUR LE RENFORCEMENT DES ACTIONS QUE MENE LA COMMUNAUTE EN AFRIQUE : AIDES ALIMENTAIRES ET D'URGENCE, AIDES STRUCTURELLES AU DEVELOPPEMENT, DONT LES PRIORITES DOIVENT DESORMAIS TENIR COMPTE DE L'IMPERIEUSE NECESSITE DE MAINTENIR LES GRANDS EQUILIBRES NATURELS DU CONTINENT ET NOTAMMENT DE LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION. MAIS L'APPUI DE L'EUROPE AU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE NE PEUT SE LIMITER A L'AIDE MAIS DOIT SE TRADUIRE EGALEMENT DANS LE DOMAINE DES RELATIONS ECONOMIQUES EN VUE DE TISSER ET DE DEVELOPPER DES ZONES D'INTERET MUTUEL, PRINCIPALEMENT DANS LE DOMAINE DU COMMERCE, DES MINES, DE L'INDUSTRIE, DE LA PECHE ET DE L'ENERGIE.



CE DOCUMENT TRAITE DE L'AFRIQUE DANS SA TOTALITE . MEME SI L'ACCENT EST MIS PARFOIS SUR LES PAYS AU SUD DU SAHARA, LES ANALYSES ET CONCLUSIONS VALENT EGALEMENT POUR LES PAYS DE LA RIVE SUD ET EST DE LA MEDITERRANEE, QUI ONT FAIT PAR AILLEURS L'OBJET DE PROPOSITIONS AU CONSEIL RELATIVES A LA MISE EN OEUVRE D'UNE POLITIQUE EUROPEENNE DE LA COMMUNAUTE ELARGIE. ENFIN, UNE COMMUNICATION ANALOGUE SERA ETABLIE ULTERIEUREMENT POUR LES CARAIRES ET LE PACIFIQUE.

3.2 JAPON

M. FIELDING A FAIT DEVANT LE COREPER UN EXPOSE SUR LA TABLE RONDE QUI A REUNI, LE 15 MAI A BRUXELLES, PLUSIEURS MINISTRES DU GOUVERNEMENT DU JAPON ET A COMMISSION. LES DISCUSSIONS ONT MONTRE QUE LE JAPON ENTENDAIT RENFORCER SES LIENS AVEC LA COMMUNAUTE, POURSUIVRE L'OUVERTURE DE SON MARCHÉ ET OEUVRER EN FAVEUR D'UN NOUVEAU ROUND DANS LE GATT. LA COMMISSION A EXPRIME LE SOUHAIT D'UNE COOPERATION ELARGIE AVEC LE JAPON ET A APPELE CE PAYS A ASSUMER TOUTES SES RESPONSABILITES AU PLAN INTERNATIONAL.

LES QUESTIONS POSEES PAR LES AMBASSADEURS ONT CONDUIT M. FIELDING A CONFIRMER QUE LA STRATEGIE DE LA COMMISSION VIS-A-VIS DU JAPON DEMEURAIT INCHANGE ET QUE LE TRADE EXPANSION COMMITTEE CREE A L'OCCASION DE CETTE TABLE RONDE ETAIT CONFORME DANS SES OBJECTIFS AUX SOUHAITS EXPRIMES PAR LES DIX DANS LE COMITE 113.

3.3 MAROC

AU COURS DE SON SEJOUR AU MAROC, LES 17 ET 18 MAI, M. PISANI A ETE RECU EN AUDIENCE PAR S.M. HASSAN II. IL A EU DES ENTRETIENS AVEC LE PREMIER MINISTRE ET DIVERS AUTRES MINISTRES.

LES ENTRETIENS, QUI ONT PERMIS DE FAIRE LE POINT SUR LA COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE ET LE MAROC, JUGEE TRES SATISFAISANTE, ONT PORTE ESSENTIELLEMENT SUR CERTAINES QUESTIONS IMMEDIATES ET SUR L'AVENIR DES RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET LE MAROC.

LES RESPONSABLES MAROCAINS ONT EXPOSE LEURS INQUIETUDES QUANT AU FONCTIONNEMENT DU VOLET COMMERCIAL DE L'ACCORD DE COOPERATION, AVIVEES PAR LA PERSPECTIVE DE L'ELARGISSEMENT. ILS ONT EVOQUE LES DISPOSITIONS PRATIQUES EN COURS D'ETUDE AU PLAN COMMUNAUTAIRE VISANT A ASSURER LA SAUVEGARDE DE LEURS INTERETS COMMERCIAUX VIS-A-VIS DE LA COMMUNAUTE EN INDICANT QU'ELLES NE LEUR PARAISSENT PAS EXACTEMENT APPROPRIEES. M. PISANI A INVITE SES INTERLOCUTEURS A PRECISER, DANS LE CADRE DES CONVERSATIONS EXPLORATOIRES QUI SE POURSUIVront, LES RAISONS DE CES CRAINTES ET A PRESENTER DES SUGGESTIONS EN VUE DE PARVENIR A UNE SOLUTION MUTUELLEMENT SATISFAISANTE.

LES EFFORTS DEPLOYES PAR LE MAROC POUR REDUIRE SA DEPENDANCE EXTERIEURE EN METTANT EN OEUVRE UNE POLITIQUE VISANT A L'AUTO-SUFFISANCE ALIMENTAIRE ONT FAIT L'OBJET D'ECHANGES DE VUES.

M. PISANI A INDIQUE QUE, DANS LA MESURE DE SES POSSIBILITES, LA COMMUNAUTE S'EFFORCERA D'AIDER A LA REUSSITE D'UNE TELLE POLITIQUE, ENTRE AUTRES - SI LES AUTORITES MAROCAINES LE SOUHAITENT - A TRAVERS UNE ORIENTATION PRIORITAIRE DE LA FUTURE COOPERATION FINANCIERE ET TECHNIQUE VERS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE VIVRIERE.

3.4 MALTE AIDE ALIMENTAIRE

LA COMMUNAUTE A DECIDE D'ACCORDER A MALTE UNE AIDE ALIMENTAIRE DE 200 T DE LAIT EN POUDRE D'UNE VALEUR DE 0,2 MIO ECU QUI SERA DISTRIBUEE AUX ENFANTS DES ECOLES ET AUX MALADES DES HOPITAUX.

CETTE AIDE, D'UN MEME MONTANT QUE CELLE ACCORDEE EN 1982, EST ATTRIBUEE AU TITRE DE LA RESERVE DU PROGRAMME 1983.

(ATTENTION DIS EN DEBIT DE L'OPPOSITION DE PLUSIEURS DELEGATIONS ARGUANT NOTAMMENT DU NIVEAU DU REVENU INTERIEUR DE L'ILE, L'APPUI DES DELEGATIONS BELGE, GRECQUE ET ITALIENNE, QUI CONSTITUAIENT UNE MINORITE DE BLOCAGE, A EMPECHE TOUTE DECISION CONTRAIRE A LA PROPOSITION DE LA COMMISSION FIN DIS).

3.5 YEMEN ARAB REPUBLIC

NEGOTIATIONS WITH A VIEW TO THE CONCLUSION OF A COOPERATION AGREEMENT BETWEEN THE COMMUNITY AND THE YEMEN ARAB REPUBLIC WERE CONCLUDED THIS WEEK AND AN AGREEMENT INITIALLED.

THE CONCLUSION OF THE AGREEMENT, THE FIRST WITH A COUNTRY IN THE GULF REGION, FORMALISES AND CREATES A PERMANENT FRAMEWORK FOR RELATIONS WHICH HAVE DEVELOPED BETWEEN THE COMMUNITY AND THE YEMEN OVER THE LAST FEW YEARS. THESE RELATIONS, GIVEN THAT THE YEMEN IS ONE OF THE LEAST DEVELOPED COUNTRIES IN THE WORLD, HAVE BEEN ESSENTIALLY IN THE FIELD OF DEVELOPMENT ASSISTANCE. THE YEMEN IS THE ONLY DENSELY POPULATED COUNTRY IN THE ARABIAN PENINSULAR AND THE ONLY ONE WITH AN IMPORTANT AGRICULTURAL SECTOR.

THE AGREEMENT IS A FIVE YEAR RENEWABLE FRAMEWORK AGREEMENT COVERING COOPERATION IN THE COMMERCIAL, ECONOMIC AND DEVELOPMENT FIELDS, OF THE SAME TYPE AS THOSE THE COMMUNITY HAS CONCLUDED WITH A WIDE RANGE OF NON-ASSOCIATED DEVELOPING COUNTRIES.

TO DATE TRADE BETWEEN YEMEN AND THE COMMUNITY IS OF A VERY LIMITED NATURE (1983 : EC EXPORTS 557 MECU, EC IMPORTS 13 MECU). BOTH SIDES AVE AGREED TO SEEK TO EXPAND THEIR MUTUAL TRADE AND WILL GRANT EACH OTHER MOST-FAVOURLED-NATION TREATMENT. IN THE FIELD OF ECONOMIC COOPERATION THE AGREEMENT WILL INTER ALIA ENCOURAGE COOPERATION IN THE AGRICULTURE, FISHING AND AGRO-INDUSTRY SECTORS AND SEEK TO ENCOURAGE THE GROWTH OF TOURISM IN THE YEMEN. IT WILL ALSO COVER COOPERATION IN THE FIELDS OF SCIENCE AND TECHNOLOGY AND ENERGY, ENCOURAGE THE CONDITIONS FOR MUTUAL INVESTMENT AND SEEK TO DEVELOP THE HUMAN RESOURCES OF THE YEMEN IN PARTICULAR THROUGH TRAINING.

IN THE FIELD OF DEVELOPMENT COOPERATION THE COMMUNITY, RECOGNISING THE DEVELOPING COUNTRY STATUS OF YEMEN, HAS UNDERTAKEN TO CONTINUE AND DEVELOP ITS FINANCIAL AND TECHNICAL COOPERATION. TO DATE THIS HAS AMOUNTED TO 13.59 MECU. THE AGREEMENT CREATES A JOINT COOPERATION COMMITTEE.

3.6 NAMIBIE : RELATIONS AVEC LA CEE

LE PARLEMENT, CETTE SEMAINE, A ADOPTE UNE RESOLUTION CONDAMNANT LES VIOLATIONS PERSISTANTES ET MULTIPLES DES DROITS DE L'HOMME FONDAMENTAUX EN NAMIBIE. A L'OCCASION DE LA DISCUSSION DU RAPPORT DE M. ENRIGHT, M. PISANI A FAIT PART DE L'APPROBATION DE LA COMMISSION SUR L'ANALYSE GENERALE ET LA PLUPART DES RECOMMANDATIONS, NOTAMMENT L'ACCESSION DE LA NAMIBIE A L'INDEPENDANCE EN 1984 SELON LE CALENDRIER FIXE PAR LA RESOLUTION 435 DES NATIONS-UNIES ET UNE COOPERATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE DANS LE CADRE DE LA PROCHAINE CONVENTION ACP-CEE. IL A EGALEMENT DECLARE QUE LA NAMIBIE DEVRAIT BENEFICIER D'UNE AIDE HUMANITAIRE - VIA LES O.N.B. - DANS LA PERIODE PRECEDANT L'INDEPENDANCE.

3.7 PACTE ANDIN : CONCLUSION ACCORD

LE COREPER A MARQUE SON ACCORD SUR LE REGLEMENT CONCERNANT LA CONCLUSION DE L'ACCORD CEE/PACTE ANDIN SIGNE A CARTHAGENE LE 17 DECEMBRE 1983.

A CETTE OCCASION, IL A ETE PRECISE QU'AU SEIN DE LA COMMISSION MIXTE DE COOPERATION, LA COMMUNAUTE EST REPRESENTEE PAR LA COMMISSION ASSISTEE DE REPRESENTANTS DES ETATS MEMBRES.

LA COMMUNAUTE NOTIFIERA DES A PRESENT AUX PARTENAIRES ANDINS QU'ELLE A, QUANT A ELLE, ACHEVE SES PROCEDURES INTERNES NECESSAIRES A L'ENTREE EN VIGUEUR DE L'ACCORD.

3.8 REUNION CE/GRUCA (GROUPE DES AMBASSADEURS DE L'ISTHME CENTRAMERICAIN BRUXELLES, 21 MAI)

LA TROISIEME REUNION CE/GRUCA DANS LE CADRE DU DIALOGUE ENTRE LA COMMUNAUTE ET LES PAYS DU MARCHÉ COMMUN CENTRAMERICAIN AINSI QUE PANAMA ETAIT PRESIDEE PAR M. LOEFF ET PAR L'AMBASSADEUR DU NICARAGUA, COORDONNATEUR DU GRUCA.

L'ECHANGE DE VUES A PORTE SUR LA SITUATION GENERALE DES RELATIONS ECONOMIQUES RECIPROQUES, SUR L'EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX DE LA COMMUNAUTE AVEC LES PAYS DE L'ISTHME AINSI QUE SUR LES ACTIONS DE LA COMMUNAUTE EN FAVEUR DE LA REGION ET PLUS PARTICULIEREMENT EN CE QUI CONCERNE LA PROMOTION COMMERCIALE, LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT (AIDE TECHNIQUE ET FINANCIERE, FORMATION).

QUANT AUX PERSPECTIVES FUTURES, LES PAYS DE L'ISTHME ONT INSISTE SUR UNE AUGMENTATION DES POSSIBILITES DE LEUR EXPORTATIONS VERS LA COMMUNAUTE, EN PARTICULIER PAR DES AMELIORATIONS DU SPG.



FINALEMENT, LES PAYS DU GRUCA ONT DEMANDE LA CONCLUSION D'UN ACCORD DE COOPERATION A NIVEAU REGIONAL, AVEC UN CONTENU CONCRET ET L'OCTROI DE RESSOURCES ADDITIONNELLES PAR RAPPORT AUX ACTIONS DE COOPERATION COMMUNAUTAIRES ACTUELLEMENT EN COURS. LE GRUCA CONSIDERE LA CONCLUSION D'UN TEL ACCORD COMME LA MATERIALIZATION DE L'APPUI PRONONCE, A PLUSIEURS REPRISES, PAR LA COMMUNAUTE EN FAVEUR DE LA REGION CENTRAMERICAINE.

LES PAYS DE L'ISTHME PRESENTERONT PROCHAINEMENT LA DEMANDE OFFICIELLE POUR LA NEGOCIATION ET LA CONCLUSION D'UN TEL ACCORD.

IL EST A RAPPELER QUE, SUR BASE D'UN MEMORANDUM DE LA COMMISSION, UNE DISCUSSION SUR L'OPPORTUNITE ET LE CONTENU POSSIBLE D'UN ACCORD-CADRE DE COOPERATION CEE/AMERIQUE CENTRALE EST EN COURS ACTUELLEMENT DANS LES ENCEINTES DU CONSEIL. DANS CE TEXTE, LA COMMISSION A INDIQUE QUE :

UN ACCORD REGIONAL AURAIT UNE VALEUR POLITIQUE CERTAINE, TOUTEFOIS, UN ACCORD SANS CONTENU REEL SERAIT UNE SOURCE DE PROBLEMES ET DE FRUSTRATIONS POUR LES CENTRO-AMERICAINS, AU VU DE L'EXIGUITE DES POSSIBILITES DE CONCESSIONS DANS LE DOMAINE COMMERCIAL ET DE LA COOPERATION ECONOMIQUE, C'EST DANS LE DOMAINE DE L'AIDE QU'UN EFFORT SUPPLEMENTAIRE DEVRAIT ETRE FAIT (PORTER L'AIDE D'ENVIRON 40 ACTUELLEMENT A 80 MIO ECU PENDANT 5 ANS).

3.9 OCDE - REUNION MINISTERIELLE 17/18 MAI

LE CONSEIL DE L'OCDE S'EST REUNI AU NIVEAU DES MINISTRES LES 17 ET 18 MAI AVEC LA PARTICIPATION DE MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE, DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES. LES MOYENS POUR FAVORISER UNE REPRISE DURABLE ONT ETE AU CENTRE DES DISCUSSIONS AUXQUELLES ONT PARTICIPE LES VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP ET ORTOLI AINSI QUE MR. FIELDING.

LES QUESTIONS LIEES AUX ECHANGES INTERNATIONAUX ET AUX PROBLEMES FINANCIERS INTERNATIONAUX (ENDETTEMENT INTERNATIONAL, TAUX DE CHANGE, TAUX D'INTERET), AUX DEFICITS PERSISTANTS DU SECTEUR PUBLIC, A LA RELANCE DE L'INVESTISSEMENT, AU DEMANDEMENT DES RIGIDITES STRUCTURELLES DES MARCHES, AUX PROBLEMES D'AJUSTEMENT ET AUX MOYENS D'ASSURER UNE REDUCTION DURABLE DU CHOMAGE, ONT ETE TRAITEES PAR LES MINISTRES DES PAYS INDUSTRIALISES AU COURS DE CETTE REUNION DE DEUX JOURS.

3.10 INDUSTRIAL DEVELOPMENT BOARD OF UNIDO (VIENNA, 2-19 MAY)

THE 18TH SESSION OF THE BOARD ENDED ON 19 MAY WITH THE CONCLUSIONS AGREED BY CONSENSUS ON ALL THE MAIN ITEMS OF THE AGENDA. AMONG THESE ITEMS WERE THE FOLLOW-UP TO THE THIRD GENERAL CONFERENCE OF UNIDO AND THE ELEVENTH SPECIAL SESSION OF THE GENERAL ASSEMBLY (INCLUDING THE PROPOSAL FOR AN INTERNATIONAL BANK FOR INDUSTRIAL DEVELOPMENT), THE INDUSTRIAL DEVELOPMENT DECADE FOR AFRICA, THE SYSTEM OF CONSULTATIONS, AND PREPARATORY ARRANGEMENTS FOR THE FOURTH GENERAL CONFERENCE OF UNIDO.



IN DISCUSSIONS, FINANCIAL ISSUES FIGURED PROMINENTLY, AND THE GROUP OF 77 MAINTAINED THEIR SUPPORT FOR THE CREATION OF A DOLLARS 300 BILLION INTERNATIONAL BANK FOR INDUSTRIAL DEVELOPMENT. HOWEVER, THE SPOKESMAN (INDIA) MADE IT CLEAR THAT HIS GROUP WAS NOT DOGMATIC ON THE PROPOSAL ITSELF, AND WAS WILLING TO CONSIDER ANY PROPOSAL WHICH WOULD INCREASE FUNDING AVAILABLE FOR INDUSTRIALISATION IN DEVELOPING COUNTRIES. GROUP B MAINTAINED ITS OPPOSITION TO THE IDEA OF ANY NEGOTIATION RELATING TO THE CREATION OF A NEW FINANCIAL INSTITUTION, BUT IT IS CLEAR THAT THE QUESTION OF INDUSTRIAL FINANCING WILL BE CONTROVERSIAL ITEM AT THE GENERAL CONFERENCE IN AUGUST.

OTHER PROMINENT AGENDA ITEMS AT UNIDO IV WILL BE THE RESTRUCTURING OF WORLD INDUSTRIAL PRODUCTION AND REDEPLOYMENT, AND THE TECHNICAL ASSISTANCE ACTIVITIES OF UNIDO IN A NUMBER OF FIELDS, PARTICULARLY TECHNOLOGY DEVELOPMENT AND HUMAN RESOURCES.

IN THE MARGIN OF THE BOARD S DISCUSSIONS, GROUP B AGREED ON ITS POSITION PAPER TO BE GIVEN TO THE SECRETARIAT AND OTHER GROUPS AT THE END OF THE BOARD MEETING. THIS PAPER WAS A SLIGHTLY AMENDED VERSION OF THE DOCUMENT AGREED IN THE OECD ON 24 APRIL, TO WHICH THE COMMUNITY HAD CONTRIBUTED IN A LARGE MEASURE.

THE MOST CONTROVERSIAL DISCUSSIONS WERE ON THE WORK PROGRAMME FOR THE SYSTEM OF CONSULTATIONS. THE COMMUNITY OBTAINED SATISFACTION ON A NUMBER OF POINTS, BUT THERE IS GENERAL CONCERN IN THE GROUP B THAT THE BOARD IS NOT EXERCISING ENOUGH CONTROL OR INFLUENCE OVER ACTIVITIES CONDUCTED WITHIN THE SYSTEM OF CONSULTATIONS OR AS A FOLLOW-UP TO THE CONSULTATION MEETINGS.

THE COMMUNITY MADE STATEMENTS ON NINE ITEMS INCLUDING THE DECADE FOR AFRICA, RESTRUCTURING OF WORLD INDUSTRIAL PRODUCTION AND REDEPLOYMENT, THE SYSTEM OF CONSULTATIONS, PREPARATORY ARRANGEMENTS FOR THE FOURTH GENERAL CONFERENCE, PROGRESS IN INDUSTRIALISATION IN THE LEAST DEVELOPED COUNTRIES, AND INTEGRATION OF WOMEN IN DEVELOPMENT.

4. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

4.1 COMPOSITION DES DELEGATIONS DE LA COMMUNAUTE

LA SEMAINE DERNIERE, LE COREPER A EU DEUX BREF DEBATS SUR LA COMPOSITION DES DELEGATIONS COMMUNAUTAIRES :

A) COMMISSIONS MIXTES

DANS UN SOUCI D ECONOMIE, UNE DELEGATION A SUGGERE QU AVANT TOUTE REUNION HORS D EUROPE D UNE COMMISSION MIXTE, COMMISSION ET PRESIDENCE SE CONSULTENT SUR LA PROBABILITE QUE DES DECISIONS INTERVIENNENT EN VUE DE DETERMINER SI LA PRESENCE DES DELEGATIONS DES ETATS MEMBRES S'IMPOSE (DANS L ESPRIT DE CETTE DELEGATION, IL Y AURAIT PRESOMPTION D'INUTILITE ...).

L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS S'EST DECLARE FAVORABLE A TOUT ARRANGEMENT PRAGMATIQUE QUI CONDUIRAIT A UNE REDUCTION DES DEPENSES. LA REFLEXION DEVRA ENCORE SE POURSUIVRE SUR LES MODALITES PRATIQUES POSSIBLES DE DONNER SUITE A CETTE SUGGESTION ET DE L'ETENDRE EVENTUELLEMENT A D'AUTRES TYPES DE REUNIONS.

B) NATIONS UNIES, INCLUS AGENCES ET ORGANISATION

LE GROUPE DES ''AFFAIRES GENERALES'' A ETE INVITE A PREPARER

LA REPONSE A UNE LETTRE DU SECRETAIRE GENERAL DU PARLEMENT EUROPEEN CONCERNANT LA POSSIBILITE D'ENVOYER DES PARLEMENTAIRES EUROPEENS COMME OBSERVATEURS AUX NATIONS UNIES.

LA PLUPART DES DELEGATIONS, TOUJOURS INSPIREES D UN SOUCI D ECONOMIE, ONT PARU FAVORABLES A LA DISTINCTION DEJA EFFECTUEE PAR LA COMMISSION DANS LE PASSE ENTRE LES CONFERENCES DE NEGOCIATIONS ET LES REUNIONS INTERNATIONALES DU TYPE FORUM'' (DE FACON GENERALE LES DELEGATIONS NE PARAISSENT PAS SOUHAITER ENCOURAGER DE TELLES PARTICIPATIONS MAIS N'Y SONT PAS FONDAMENTALEMENT OPPOSEES, NOTAMMENT AU NIVEAU DE L'ASSEMBLEE GENERALE).

E. NOEL SECRETAIRE GENERAL - COMEUR
NNNN

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B
VIA WUI A